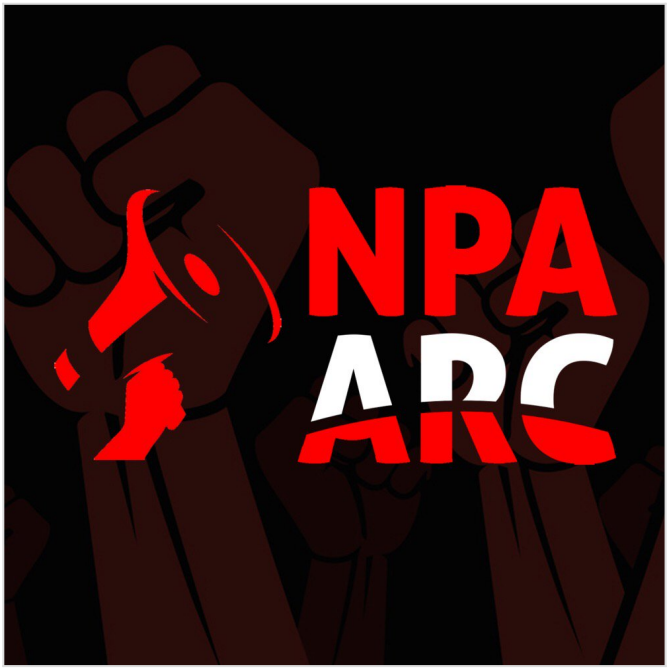
Congrès du NPA: Critique de la plateforme A (ARC)

Des erreurs d'analyse qui font de la « troisième voie » une fausse route



La pfA (impulsée par des militant-e-s qui ont usurpé le nom de l'ex-tendance ARC) se prononce à la fois contre les menaces de scission de la direction, dans l'espoir de préserver le NPA, et contre la perpétuation de la situation actuelle, diagnostiquée comme celle d'un front de fractions incapable d'agir en parti et dont l'orientation serait mal délimitée stratégiquement. Évidemment, cette position « ni ni » fait la singularité de cette plateforme, mais elle tend aussi à l'enfermer dans une position conciliatrice abstraite et condamnée à l'impuissance, car la pfA n'a pas (et ne cherche même plus à se donner) les moyens d'imposer une véritable *refondation* qu'elle continue abusivement de présenter comme une troisième voie.

On relèvera seulement, dans la 1e partie du texte, ce que nous croyons être deux erreurs d'analyse signifiantes qui entravent l'élaboration d'une stratégie pertinente dans la situation actuelle.

La première erreur réside selon nous dans le bilan de la campagne Poutou, dont la pfA continue d'affirmer qu'elle a eu un « bon écho » qui aurait simplement été masqué par le vote utile Mélenchon. Bien sûr, des sympathisant-e-s NPA ont voté Mélenchon, mais tous les sondages indiquent que ce ne sont pas prioritairement les voix Poutou que Mélenchon a aspirées dans les dernières semaines, là où l'effet vote utile jouait à plein ; il ne faut pas confondre la sympathie qu'inspire Philippe auprès des gens avec une adhésion politique. Un bilan lucide de la campagne devrait au contraire inciter à prendre acte de l'échec de cette politique boutiquière où l'on fait campagne pour faire exister le parti. Cela inviterait à réfléchir à une autre politique à l'égard de la FI : plutôt que de faire vivre la boutique en mettant au second plan le programme communiste, il

faut faire vivre le programme là où il aura le plus d'influence, et c'est pourquoi nous proposons la constitution d'un courant communiste révolutionnaire à l'intérieur même de l'UP. De son côté, la pfA n'a simplement aucune politique à proposer (le § extrêmement vague sur le front unique ne fait pas une politique) : le seul enjeu de cette plateforme est de préserver l'appareil du NPA pour lui-même, sans s'intéresser à ce qui se passe à l'extérieur. De ce point de vue, la pfA reproduit l'erreur de la direction sortante, qui transforme ce congrès en réflexion nombriliste sur les rapports au sein du parti plutôt qu'en occasion d'élaborer une politique ambitieuse tournée vers l'extérieur. Bien sûr, le rapport à la FI n'est pas l'alpha et l'omega d'une telle politique : mais il faut dans ce cas en proposer une autre, plutôt que de simplement sauver le parti pour sauver le parti. On ne voit rien de tel dans cette plateforme, en sorte que l'ambition affichée de constituer « un mouvement révolutionnaire trotskyste qui ne se réduise pas au statut minoritaire » apparaît ridiculement démesurée par rapport à l'absence complète de moyens proposés pour transformer substantiellement l'écho du parti dans le paysage politique.

La deuxième erreur consiste dans l'indigence de l'analyse des luttes à l'échelle internationale et nationale, qu'on se contente de juxtaposer pour se convaincre des potentialités révolutionnaires de la période, et ainsi se rassurer sur le fait que le NPA dispose actuellement de « nombreux points d'appui ». Toutes les luttes citées sont progressistes et on a raison de les soutenir. Mais une analyse même très minimale des forces sociales agissantes ici ou là suffirait à montrer qu'elles ont peu à voir les unes avec les autres, et qu'on ne peut pas simplement les énumérer comme autant de points d'appui pour la révolution communiste. Par exemple, comment peut-on sérieusement diagnostiquer, en France même, « un affaiblissement de l'hégémonie politique de la bourgeoisie » ? Même le constat selon lequel on est définitivement sorti de la période de faiblesse des luttes depuis 2016 devrait nous interroger : si cela fait déjà 7 ans que cette période est close, il faut alors remarquer que le renforcement des luttes patine (elles restent faibles depuis l'épidémie), et le fait qu'aucun acquis social substantiel n'ait été arraché à la bourgeoisie depuis lors est un symptôme de faiblesse bien plutôt que de force. Nous pensons que pour élaborer une stratégie sérieuse, il faut rester lucide sur la période, qui reste marquée par un rapport de forces extrêmement dégradé, une bourgeoisie loin d'être affaiblie (notamment en France) et des points d'appui limités pour la propagation du programme communiste à l'échelle des masses. C'est aussi ce qui doit nous amener à envisager l'activité politique des révolutionnaires au sein même d'organisations réformistes, sans la moindre concession programmatique : car dans la période, les points d'appui sont précisément trop limités pour que le NPA comme tel puisse espérer une dynamique substantielle, qui est faible en général et actuellement captée par les réformistes.

L'illusion d'une refondation révolutionnaire sans combat politique contre la direction

Dans la perspective de sauver l'appareil du NPA (seul enjeu de cette plateforme), la

pfA reprend le mot d'ordre défendu depuis plusieurs années : « ni scission, ni marasme ». À ce double écueil, les signataires opposent la perspective de la « refondation révolutionnaire » - là encore un mot d'ordre historique, élaboré dès la création de l'ARC, bien avant que la plupart des membres issu-e-s de la Tendance CLAIRE n'aient été bureaucratiquement exclu-e-s. Mais il ne faut pas être dupes de l'apparente continuité historique dont semble témoigner la reprise à l'identique de tels mots d'ordre. La plateforme que nos ex-camarades de l'ARC présentent aujourd'hui au congrès du parti témoigne bien d'un changement d'orientation, quoiqu'il ne soit toujours pas explicitement assumé : alors que la « refondation révolutionnaire du NPA » avait d'abord eu le sens d'une politique d'opposition alternative à celle de l'actuelle majorité, et d'une politique destinée à mettre cette direction sortante en minorité, elle se réduit aujourd'hui à proposer une série de compromis, dans l'espoir que la direction sortante se montre reconnaissante et accepte de mettre un peu d'eau dans son vin. La perspective de la refondation révolutionnaire sans combat politique pour une nouvelle majorité au sein du parti est un leurre.

La 3e partie de cette pf est de loin la plus convaincante, et nous sommes d'accord pour mettre en avant un programme communiste révolutionnaire, de façon à nous délimiter clairement des perspectives réformistes et à donner en positif une image concrète et désirable de la société communiste. On pourrait discuter sur certains points de détail les pistes suggérées pour constituer un tel programme, mais dans l'ensemble les élaborations esquissées sont convaincantes (du reste, une partie conséquente vient directement de nous, au point qu'on s'étonne de retrouver des élaborations que nous avons portées et qui n'auraient à l'époque jamais été majoritaires dans l'ex-ARC sans nos voix ; nous nous en réjouissons). On regrettera néanmoins la façon dont l'hypothèse de la grève générale insurrectionnelle menant à une situation de double pouvoir, pertinente ou non selon les contextes, est érigée en vérité générale : c'est là encore une concession à la direction du NPA, qui la doit elle-même à Mandel, et qui relève davantage du réflexe identitaire que de l'élaboration stratégique.

C'est la 4e partie, consacrée aux questions de fonctionnement interne du parti, qui révèle à nos yeux la véritable logique de cette plateforme. La pfA se prononce contre l'exclusion des fractions et la censure de leur presse (mesures proposées par la direction sortante), mais renonce clairement à toute opposition politique à la direction : il ne s'agit plus de changer de direction, mais de négocier auprès de la direction sortante des concessions pour éviter l'éclatement du parti. Aussi la pfA va-t-elle dans le sens de la direction quand elle reconnaît qu'il faut limiter la presse publique des fractions et prioriser l'expression du parti, sans avoir le courage de préciser exactement ce que l'on aura et ce que l'on n'aura pas le droit de faire. Idem pour les formations (qui ne devraient pas avoir lieu en dehors du parti), la possibilité de militer avec des personnes qui ne sont pas membres du NPA (qui devrait être interdite), etc. Même au sujet de la rotation des mandats, la pfA renonce à attaquer la direction sortante : alors que nous avions mené ensemble, au dernier congrès, le combat pour faire appliquer la décision de 2013, il n'est pas fait mention que la

rotation aurait *déjà* dû avoir lieu.

Il est vrai qu'il n'y a plus d'espace pour la constitution d'une nouvelle majorité et le changement de direction : nous l'avons constaté il y a longtemps, et l'ARC semble implicitement s'en apercevoir ; mais alors on ne peut plus prétendre à la refondation révolutionnaire du parti, si l'on n'a plus (et que l'on renonce à se donner) les moyens de changer de direction. Du reste, minoriser la direction sortante, si cela était possible, ne ferait dans les faits que précipiter la scission. La situation est la suivante : soit il y a changement de majorité (hypothèse improbable), et alors la possible refondation conduira aussitôt à la scission qu'il s'agissait d'éviter ; soit il n'y a pas changement de majorité, et alors la refondation révolutionnaire se réduit à grapiller les miettes que la direction voudra bien abandonner (ce sera, selon la bonne volonté de la direction à l'égard des votant-e-s, soit le marasme, soit encore la scission). La pfA a conscience de cette situation, et c'est pourquoi elle a déjà renoncé à la véritable refondation pour se contenter de négocier des compromis ; mais elle ne peut pas l'assumer, et continue donc de présenter la refondation comme une troisième voie possible : c'est que, sans troisième voie, la pfA perd tout espace politique spécifique, dont elle a pourtant besoin pour continuer à exister dans les instances du parti…

Tendance CLAIRE, le 24 novembre 2022